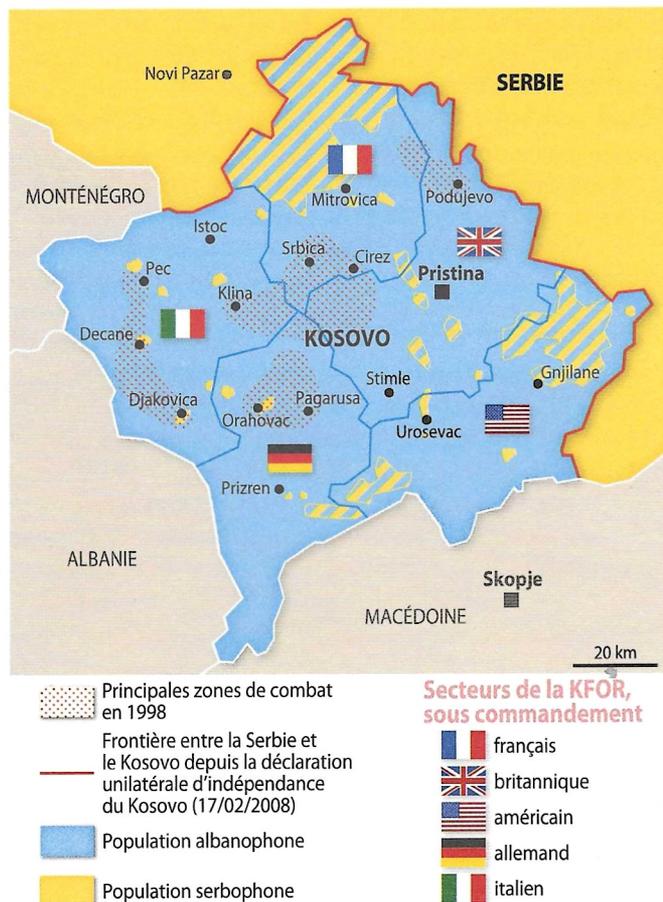


LA GUERRE DU KOSOVO

A lors que la guerre se termine en Bosnie, les troubles reprennent au Kosovo sous domination serbe, mais peuplé de musulmans albanophones fortement discriminés par Belgrade.

LE KOSOVO



L'ENTRÉE EN GUERRE

En février 1996, l'armée de libération du Kosovo (UCK) revendique une série d'attentats à la bombe. L'armée yougoslave et la police serbe répliquent en détruisant de nombreux villages. Le groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni, Russie) demande à la Yougoslavie de cesser les opérations de répression au Kosovo. En mars 1998, le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova est élu président au cours d'élections non reconnues par Belgrade. Le 31 mars, la résolution 1160 du Conseil de sécurité des Nations unies impose un embargo total sur les ventes d'armes à la Yougoslavie et, le 23 septembre, la résolution 1199 exige le retrait des forces serbes et l'ouverture de négociations. Les affrontements continuent. La France et la Grande-Bretagne convoquent tous les protagonistes pour une réunion au château de Rambouillet qui se veut une réplique européenne du sommet de Dayton. Le 19 mars, c'est l'échec, Belgrade refusant que des troupes de l'OTAN puissent surveiller le cessez-le-feu en ayant accès au territoire yougoslave. Les Occidentaux ne contestaient pas la souveraineté yougoslave

sur le Kosovo; mais, après les exactions commises lors de la guerre civile yougoslave, Milosevic apparaissait comme un « multirécidiviste ». De nouveau, il se livrait à des opérations de nettoyage ethnique. La crédibilité des Européens – qui voulaient montrer que leur discours sur l'Europe de la sécurité avait une traduction concrète – et celle des États-Unis – qui voulaient prouver que, 50 ans après sa naissance et malgré la disparition de l'URSS, l'OTAN avait toujours une utilité – étaient en jeu. L'OTAN entre donc en guerre, sans avoir été attaquée ou menacée, pour la première fois de son histoire.

L'INTERVENTION DE L'OTAN

Le 23 mars 1999, l'OTAN déclenche l'opération « Force alliée » contre la Yougoslavie sans la soumettre au vote du Conseil de sécurité, craignant le veto de Pékin et Moscou. Belgrade est bombardée par les forces aériennes de l'OTAN. L'armée yougoslave réplique en poussant les Kosovars à l'exode, ce qui motive les opinions européennes à soutenir la guerre. Ces combats inégaux dureront 78 jours. Milosevic est contraint à la capitulation le 3 juin 1999. Les troupes de l'OTAN se déploient au Kosovo.

Le 10 juin 1999 (résolution 1244), le Kosovo, faisant toujours officiellement partie de la Serbie, devient une province sous administration internationale dont le statut final reste à déterminer. Mais la majorité albanaise souhaite une indépendance que ne veut pas encore lui reconnaître la communauté internationale de crainte d'une possible déstabilisation régionale. En octobre 2000, Milosevic est battu aux élections par Vojislav Kostunica. Milosevic sera arrêté en avril 2001 et livré au TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie). Les Serbes demeurés au Kosovo sont à leur tour victimes d'exactions. Nombre d'entre eux fuient et se réfugient en Serbie.

VERS L'INDÉPENDANCE DU KOSOVO

Les États-Unis soutiennent les revendications des Kosovars. Cela permettrait la création d'un petit État qui leur serait entièrement dévoué.

Les Européens se résignent à l'indépendance en partie parce qu'ils ne veulent pas maintenir indéfiniment une coûteuse présence militaire au Kosovo. Le refus de l'indépendance transformerait ces troupes en potentielle cible des indépendantistes kosovars.

La Serbie s'y oppose, mais est faible et isolée. La Russie s'y oppose également et met en avant les risques de contagion qu'une telle sécession pourrait avoir. Le 17 février 2008, le Kosovo proclame son indépendance et est officiellement reconnu, entre autres par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Dix ans après son indépendance, la Russie, la Serbie, mais aussi plusieurs États européens, comme l'Espagne ou la Belgique, refusent de reconnaître le nouvel État dont l'économie est artificielle et où le crime organisé pèse lourd.